

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 09

Objet de la délibération : Direction
Aménagement Environnement - Plan
Local d'urbanisme de la commune du
Rouret - Avis sur le projet arrêté

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.009

Date de la convocation :

Le 22/01/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **04 FEV. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **04 FEV. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service

Laurence MALHERBE
*Directrice des Affaires Générales,
du Juridique et du Contentieux*

Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 28 janvier 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 28 janvier à 10h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean Pierre MAURIN, Jean-Pierre MASCARELLI, Richard THIERY

Monsieur LEONETTI,

Le conseil municipal de la commune Le Rouret a arrêté son projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme le 25 novembre 2018.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du projet de PLU arrêté répond aux enjeux du diagnostic du territoire et présente un projet communal articulé sur cinq orientations générales à l'horizon 2030 :

- 1 / L'ambition urbaine rouretane : créer un cœur de village
- 2 / Le Rouret, des quartiers où il fait bon vivre
- 3 / La RD 2085, l'axe économique du Rouret
- 4 / Un regain agricole
- 5 / Un terroir porteur d'avenir

Le projet de PLU s'inscrit dans un contexte démographique de croissance de la population. Ainsi le projet vise à encadrer cette croissance et l'urbanisation qui en découle, en maîtrisant l'accueil de nouvelle population à terme estimée à 5 000 habitants d'ici 15 ans (3 996 habitants en 2014).

Les potentiels de développement sont importants dans le secteur à enjeux de renouvellement urbain du cœur de village, déjà engagé depuis quelques années. Le projet de PLU entend poursuivre ces principes assurant une structuration et une hiérarchisation des fonctions et des dessertes, notamment au travers de deux Orientations d'aménagement et de Programmation (OAP) « centre village » et « déplacement ».

Dans les secteurs péri-urbains, il est recherché l'esprit « quartier-jardin » par la maîtrise de l'étalement urbain avec un classement en zone naturelle secteur habité (Nh).

De fortes orientations émergent également, celles de maintenir et de créer de nouveaux espaces agricoles atteignant 76,4 ha et d'assurer un maillage de protection des espaces nécessaires à la préservation d'espace de biodiversité et de corridors écologiques.

Durant l'élaboration du PLU, la CASA a été invitée à formuler des avis techniques spécifiques à chaque phase du projet.

Conformément à l'article L.153-16 du Code de l'urbanisme, le projet de PLU Le Rouret arrêté est soumis pour avis à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA), en tant que personne publique associée.

Après une lecture très attentive, les services ont formulé des observations au regard des compétences de la CASA.

Compétence « Aménagement de l'espace » :

Compatibilité avec les orientations du SCOT CASA approuvé en 2008

Le SCOT approuvé prévoit sur l'ensemble de la CASA un taux de croissance de 0,8% d'ici 2030. En appliquant ce taux de croissance sur la commune du Rouret, les perspectives d'évolution atteindraient 4 500 habitants.

L'évolution démographique

Le projet de territoire du PLU Le Rouret a été défini autour du développement privilégié de sa centralité. La commune n'a pas souhaité retenir le scénario du classement en zone urbaine l'ensemble des parties actuellement urbanisée (PAU-en application du Code de l'urbanisme depuis le 24 mars 2016) atteignant un taux de croissance de 2,96 %. Le rapport de présentation p.94 aurait pu également apporter quelques arguments sur le scénario non retenu.

Le scénario envisagé prévoit un taux de croissance de 1,5 % d'ici 15 ans (2034) impliquant les perspectives suivantes :

Estimations du projet de PLU Le Rouret à 15 ans (2034)	
Taux de croissance	+ 1,515 %
Population	5007 habitants (+ 1011 habitants supplémentaire)
Production de logements	+ 780 logements théoriques Dont 405 RP
Production de logements sociaux	+ 178 logements sociaux

Les enjeux de développement de la fonction centrale

La « fonction centrale » du village du Rouret définie au DOG du SCOT est traduite au projet de PLU par la combinaison de plusieurs outils destinés à assurer le développement de l'habitat dont le logement conventionné, les commerces et services et les équipements :

- Une orientation d'aménagement et de Programmation (OAP) « Cœur village » fait l'objet d'un plan spécifique. Elle concerne les zones urbaines UA et UB vouée à une densification de l'urbanisation et au renouvellement urbain. Elle a pour particularité de matérialiser les zones d'implantation des nouvelles constructions appelées « zone aedificandi » ;
- 12 servitudes de mixité sociale (SMS) sur 14 au total ;
- 3 zones de mixité sociale (A, B, C) ;
- Un Périmètre d'Attente de Projet Global (PAPAG – article L.151-45 du Code de l'urbanisme) au cœur du village Saint Pons, en zone UAa et Uh. Ce dispositif permet de geler la mutation du foncier du secteur pour les cinq ans à compter de l'approbation du PLU ;
- des emplacements réservés voués à structurer les fonctions urbaines (extension de la Mairie, maison de quartier, logement intergénérationnel, placette, parc paysager, élargissement et aménagement de voies communales pour sécurisation/amélioration des déplacements, stationnement...).

Les observations sont les suivantes :

Concernant le périmètre d'attente de projet sur le cœur village et de sa portée réduite dans le temps, nous attirons l'attention sur la nécessité de lancer des études permettant de définir le projet global de ce secteur. Au « plan sud », la superposition du périmètre OAP et PAPAG rend difficile la distinction de leurs limites. Par contre le périmètre PAPAG est clairement visible au plan OAP « cœur village ».

Le plan OAP « Cœur village » permet de bien identifier les différentes orientations du projet. Il doit être complété par un volet programmation de l'OAP mentionnant le phasage des opérations.

Secteur à « enjeux de développement habitat et activités »

Le SCOT identifie un secteur à « enjeux de développement habitat » autour du collège du Rouret (SCOT p.240) dans le quartier San Peyre. Le projet de PLU identifie une zone UF dédiée aux équipements publics et une zone à urbaniser 2AUa en bord de RD pouvant accueillir un potentiel de logements et d'équipements publics (école).

Le SCOT identifie un secteur à « enjeux de développement activités » sur le pôle commercial actuel autour du supermarché Casino dans le quartier San Peyre. Le projet de PLU identifie une zone Ue dédiée aux activités secondaires et tertiaires.

La préservation des espaces naturels

Concernant la zone à urbaniser 2AUa stricte, elle s'inscrit dans les espaces à dominante urbaine du SCOT. Elle est décrite comme: « une zone à projet, à moyen et long terme, qui accueillera un programme d'habitat comprenant du logement libre et du locatif social, du tertiaire, ainsi que des équipements publics et notamment une structure liée à l'enseignement (réserve foncière pour second groupe scolaire) entre le cœur de village et le collège qu'elle jouxte. »

Une attention particulière doit être portée sur la définition du périmètre de ce secteur en raison de son identification en corridor écologique dans le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) dont la description est faite dans le rapport de présentation du projet de PLU (p.218).

Le projet de PLU est compatible avec la préservation des espaces naturels inscrits au DOG du SCOT CASA approuvé en 2008 sur les orientations suivantes :

- Les « *espaces naturels protégés* » au SCOT ont été classés en zone N (Naturelle) les préservant de toute urbanisation ;
- Les « *espaces paysagers sensibles* » au SCOT ont été classés en zone Nh (Naturel Habité avec possibilité d'extension limitée des constructions existantes), elles correspondant à des espaces périurbains dont l'évolution de l'urbanisation est fortement limitée ;
- Les « *continuités naturelles* » : la carte du DOG du SCOT n'a pas défini de continuités naturelles principales sur la commune du Rouret. Toutefois, il est demandé de prendre en considération les corridors écologiques secondaires à l'échelle locale.

Le PADD a bien pris en compte les orientations du SRCE PACA et propose des orientations plus fines adaptées localement.

Le projet de PLU a réalisé un travail précis d'identification sur le plan de zonage de ses réservoirs de biodiversité en compatibilité avec le SRCE PACA et de ses corridors écologiques (protection de vallons en zonage Nj, espaces verts protégés en zone urbaine).

Agriculture

Les « *espaces à enjeux agricoles* » et à « *enjeux agricoles ponctuels* » du DOG du SCOT sont tous traduits, les deux enjeux identifiés au sud de la commune ont été précisés graphiquement au plan de zonage du projet de PLU arrêté.

Le zonage agricole proposé distingue des zones A (zones déjà vouées à l'agriculture) et zone Af (Agricole future ou « *agricolable* » de (re)conquête agricole).

Il prend appui sur les différents diagnostics agricoles menés et intègre bien les conclusions de toutes les études menées par la CASA, le CERPAM et la Chambre d'agriculture des AM.

D'autres zones agricoles sont envisagées en extension de l'urbanisation en instaurant trois 3 Secteurs de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées « *STECAL At* » au lieu-dit Can Castellan, aux Poulinières et sur la bergerie communale. La CASA est favorable au projet de développement agro-touristique.

D'autres remarques ont été soulevées pour la partie réglementaire :

- Il est noté que le règlement autorise en zone A, les « *installations ICPE liée aux activités agricoles* », effectivement propices à l'installation d'autres types d'élevage soumis à réglementation (volaille, porc...) ainsi que « *l'accueil à la ferme* » assurant une diversification de l'activité agricole ;
- Il convient de vérifier la faisabilité d'un zonage Agricole sur une seule parcelle au plan de zonage, bien qu'elle soit justifiée au rapport de présentation comme « *multi-sites* » en référence au secteur 7 (RP, p.101-102). Il convient de s'assurer de son exploitation actuelle.

Paysage et patrimoine

Il est apprécié que l'appropriation des questions paysagères soit traduite dans le projet de PLU. Les références au Plan de Paysage de la CASA validé en 2014 sont présentes dans le rapport de représentation notamment pour l'unité paysagère des paysages « quartiers-jardins » à préserver (zonage Nh au projet de PLU).

Egalement, d'autres éléments patrimoniaux, dont un inventaire du patrimoine documenté, font l'objet d'une protection au PLU.

Energie

La prise en compte des énergies renouvelables est favorisée par l'article 15 au règlement du projet de PLU arrêté intitulé « *Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales des constructions* » et ce dans toutes les zones urbaines, agricoles et naturelles.

Compétence développement économique :

Suite à la prise de compétence « création, aménagement, gestion des ZAE par la CASA au 1er janvier 2018, il n'a pas été délibéré de périmètre ZAE sur la commune du Rouret.

Le SCOT identifie le pôle d'activités du quartier San Peyre face au collège du Rouret à « *enjeux de développement activités* » correctement traduit en zone Ue dans le projet de PLU arrêté.

Le projet de règlement PLU donne de nombreuses possibilités de développement des activités économiques (dont le volet agricole). Il s'exprime clairement par la volonté d'assurer un renouvellement urbain traduit dans l'OAP « Cœur de village » et dans deux zones à vocation d'activités économiques identifiées en entrée de ville qu'il est souhaité voir muter : une zone UE au quartier San Peyre et une zone UEm à l'Est de part et d'autre de la RD 2085. Chacune accueillant les vocations suivantes « *commerces, services, bureaux, artisanat, industrie, entrepôt, ICPE* ».

Un travail de précision des destinations et sous destination en référence à l'arrêté du 10 novembre 2016 pour les documents d'urbanisme devrait être fait, par exemple distinguer dans « *commerces* » : « *artisanat et commerce de détail* » de « *commerce de gros* ».

La zone Uem se distingue par une double obligation réglementaire:

- « pour les nouvelles activités de plus de 300 m² », de « créer des habitations (logements) » conditionnés à la surface de plancher (SDP), selon le type de vocations (artisanales et industrielle 20% de la SDP, commerces 30% de la SDP, bureaux 20% de la SDP) ;
- une zone de mixité sociale C « Un LLS créé à partir du 3ème logement [...] ou « pour toute nouvelle création de plus de 250 m² de SDP, 30 % de la SDP sera affectée au LLS.

L'introduction de logement sur des lieux dédiés à de l'activité peut aller vers de la mixité fonctionnelle. Mais cela peut générer des freins pour certaines activités ainsi que des conflits d'usages selon la nature des activités avec le tissu pavillonnaire existant.

Compétence équilibre social de l'habitat :

La Commune du Rouret est assujettie aux obligations de l'article 55 de la loi SRU depuis le 1er Janvier 2010, date à laquelle elle a passé le seuil de 3.500 habitants.

Pour rappel, les objectifs chiffrés des documents approuvés s'appliquant à la commune du Rouret sont :

- le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2012-2017 (prorogé jusqu'en 2019) : objectif de réalisation de 15 LLS par an ;
- un contrat de mixité sociale (CMS) 2016-2019 : objectif à 2019 : 5% de LLS soit environ 87 LLS sur la commune ;
- Arrêt du document du 3ème PLH (arrêté au Conseil Communautaire du 17 décembre 2018) : objectif de 19 logements SRU par an sur la commune (déclinés en 12 LLS, 5 PSLA et 2 logements conventionnés ANAH).

A ce jour, la commune compte 84 LLS (comprenant les livraisons récentes ou à venir dans l'année 2019). La commune du Rouret a donc réalisé un effort significatif dans la production de logements locatifs sociaux avec plus de 60 LLS livrés en 2 ans. D'autres projets sont en cours, démontrant une continuité dans l'effort de production.

Dans le cadre du projet de PLU, la Commune du Rouret a mis en place des outils permettant de participer activement aux objectifs de rattrapage qui lui sont imposés par la loi et à la valorisation des gisements identifiés dans le PLH de la CASA et le CMS :

- 14 servitudes de mixité sociale (SMS) reprenant notamment une partie des gisements identifiés dans le PLH ainsi que d'autres parcelles (environ 91 LLS) ;
- 3 zones de mixité sociale (ZMS) imposant pour toute nouvelle opération, au-delà d'un seuil définit, la réalisation de logements locatifs sociaux (environ 87 LLS).

Ces outils permettraient la réalisation de 178 logements locatifs sociaux d'ici 15 ans et représenteraient une production de 12 logements locatifs sociaux par an. Il est à noter que ce chiffre annuel peut sembler un peu faible au regard du rythme de la production sur ces 2 dernières années et des objectifs annoncés dans le PLH.

Dans le cadre de la loi Elan, votée en novembre 2018, l'accession sociale à la propriété (PSLA) sera comptabilisée « SRU » pour une durée de 5 ans à compter de la levée d'option. En complément des LLS, les servitudes de mixité sociale peuvent imposer une part d'accession sociale à la propriété dans les opérations de logements. Cela contribuerait à augmenter la production de logements dits « SRU » et à développer une meilleure mixité sociale au sein de chaque opération.

Ainsi, le 3ème PLH de la CASA arrêté propose une nouvelle répartition des financements dans les opérations de logements, pour une meilleure souplesse d'instruction. Il peut être pertinent, par anticipation, de prendre en compte d'ores et déjà cette nouvelle répartition, à la fois dans les SMS et dans les ZMS :

- PLUS : 60 à 70%
- PLAI : 25 à 35%
- PLS : 0 à 15%

Le plan de zonage du projet de PLU indique deux SMS qui font appel aux remarques suivantes :

- SMS n°12 « la source » : Il s'agit d'un hameau où est imposé 30% de LLS dans l'opération. Ce site, très excentré du village ne semble pas propice à la réalisation de logement locatif compte tenu du tissu pavillonnaire environnant. Afin de conserver cette ambition de réaliser du logement SRU, cette zone pourrait être ciblée pour un programme en logements PSLA.

- SMS n°11 – « zone 2 AU » : La zone 2 AU n'est à ce jour pas ouverte à l'urbanisation. Il apparaît prématuré de positionner d'ores et déjà une SMS sur ce secteur, sans avoir de projet défini et d'échéance de réalisation (le nombre de LLS a d'ailleurs été comptabilisé pour l'échéance à 15ans). De plus, cette zone se situe sur un espace boisé, en ouverture à l'urbanisation (extension de la PAU). Une Servitude de Mixité Sociale plus centrée vers le RD et le collège paraît plus opportune.

Compétences déplacements – transports :

Le SCOT approuvé en 2008 a déterminé un « *principe de liaison* » routière reliant Bar-sur-Loup la Papèterie à la RD2085 au Rouret et un principe au sud reliant Opio.

Ces principes ne font plus sens aujourd'hui et ne seront pas retenus dans la révision du SCOT. A noter également que ces projets relèvent de la compétence du Département et non de la CASA comme indiqué dans le rapport de présentation p.258.

La question du stationnement y compris covoiturage reste imprécise sur les zones identifiées et le nombre de stationnements. Il conviendrait d'étudier l'opportunité de mutualisation ou création de quelques places de covoitages sur les poches de stationnement le long de l'axe structurant de la RD2085 sur la commune, et également au croisement RD2085/RD7 (proximité mairie). Il est précisé que seuls les équipements de parking relais sont au bénéfice de la CASA.

Dans l'OAP « cœur village », les projets de continuités piétons/vélos proposés sont pertinents. Ils assurent une desserte inter-quartiers en les intégrant dans des espaces paysagers. Il conviendra de préciser les traversées sécurisées de la RD2085 pour les piétons et cycles.

L'OAP « déplacement »

La requalification de la RD2085 vers un « *boulevard urbain pacifié* » permettra d'améliorer les connexions avec les quartiers résidentiels traversés. Cette volonté entre totalement en adéquation avec la fiche n°20 du PDU « *protéger les centralités actuelles ou émergentes de la grande circulation* », mentionnant notamment dans les actions « la traversée du village du Rouret ».

Aucun élément n'apparaît sur les modes actifs (piétons, vélos hormis le stationnement).

Le projet de PLU présente une OAP « Déplacements » relative à la hiérarchisation des voiries et des déplacements sur l'ensemble du territoire du Rouret et en définissant des coupes de principe en fonction des types de voies, pour toutes les voies publiques ou privées, existantes ou à créer en imposant à minima l'alignement et le recul des bâtiments à respecter dans le cadre du PLU.

Ce document appelle les observations suivantes :

- Le nombre de variantes d'aménagement de voie pourraient être réduit de six à trois niveaux de voirie adaptés à la taille de la commune (départementale, secondaire et tertiaire) ;
- Il pourrait être utile d'adapter les gabarits à la typologie du quartier (RD, voie de desserte vers la centralité, voie entre quartier résidentiel). Des gabarits de type boulevard sont proposés dans des secteurs pavillonnaires ;
- d'autres éléments liés au déplacement et à la mobilité existants et projetés pourraient apparaître sur l'OAP : parkings (VP, covoiturage, livraison, vélo...) et Transport en commun.

Le stationnement

Le projet de PLU du Rouret exige pour les nouvelles constructions l'équivalent de 2 places de stationnement par logement mais favorise également la mobilité des piétons par un maillage traduit dans l'OAP « Cœur village ».

La question du stationnement a fait l'objet d'une large réflexion dans le projet de PLU. Plusieurs points attirent notre attention :

- La réflexion sur la mutualisation du stationnement semble être omise : 12 emplacements réservés pour la création de stationnements qui se doublonnent avec les coupes de voirie (RD285, RD7, voies hiérarchisantes violettes) pour élargissements avec prévoyant double rangée de stationnement linéaire (l'OAP déplacement) ;
- Le stationnement n'est traduit que dans l'OAP « Cœur village », alors que l'« OAP Déplacement » pourrait également le faire apparaître ;
- Les gabarits ne semblent pas être suffisamment adaptés à la typologie quartier (RD, voie de desserte vers la centralité, voie entre quartier résidentiel), des gabarits de type boulevard sont proposés dans des secteurs pavillonnaires ;
- Dans la liste des emplacements réservés, l'ensemble des ER sont intitulés « parc paysager de stationnement » et le nombre approximatif de places n'est pas quantifié. En l'état, le volume de stationnement paraît disproportionné. De plus, il ne semble pas y avoir de descriptif concernant le degré d'imperméabilisation de ces aménagements.
-

La question de la gestion des eaux pluviales dans le cadre du projet d'élargissement de voirie et de la création de stationnement doit être précisée.

Les pistes cyclables

La CASA souligne l'importance de prévoir des aménagements pour assurer la connexion avec les territoires extérieurs : continuité cyclable sur la RD2085 le long de l'axe Grasse- Nice, et la RD 7 en direction d'Opio et Sophia Antipolis. La prise en compte des vélos sur ce dernier axe est fondamental pour permettre de rallier les cyclistes vers le futur parking relais de la Fontneuve à Opio, et par extension l'itinéraire cyclable en direction de Sophia Antipolis (Opio/Valbonne Village/Sophia Antipolis). Elles pourraient être indiquées dans l'OAP « déplacement ».

A noter que l'emplacement réservé 46 pour l'élargissement du chemin des Noisetiers, est un itinéraire à privilégier pour la circulation des vélos, pour rejoindre Sophia Antipolis (via des pistes forestières).

L'autre axe privilégié pour rejoindre Sophia Antipolis à vélo est situé dans le prolongement de la RD 7 qui rallie le futur parking relais de la Fontneuve à Opio. Le plan de zonage mentionne un emplacement réservé 72 pour élargissement du chemin de la source qu'il serait intéressant d'affecter également à une piste cyclable afin de proposer aux cyclistes un itinéraire plus direct que sur la RD7.

De manière générale, il y a beaucoup d'ER destiné à la voirie même si le terme annoncé est la « sécurisation et l'amélioration de déplacements ». La compréhension du PLU gagnerait en lisibilité avec des terminologies précises pour désigner les axes piétons, vélos...

Le transport en commun

Pour le plan de la ligne TAD d'Envibus (p84 du rapport de présentation), la version présentée est à réactualiser. Il ne mentionne pas tous les arrêts desservis par le service TAD qui ne sont pas nécessairement sur la RD2085 (tracé en gris). La carte actualisée est sur le site du réseau Envibus www.envibus.fr

Compétences « GeMAPI » et « Eaux Pluviales » :

La CASA est compétente en gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations depuis le 1^{er} janvier 2018.

La commune ne fait pas l'objet d'un plan de prévention du risque inondation. Elle tient compte du niveau de connaissance actuel sur son territoire à savoir l'Atlas des zones inondables qu'elle a intégré dans son règlement par :

- une marge de recul des constructions ;
- un classement du vallon principal en zone Nj avec le double objectif de protection des inondations et de maintien des continuités écologiques par la protection de la ripisylve.

La matérialisation des cours d'eau au plan est à ajouter.

Le rapport de présentation rappelle que la commune du Rouret ne dispose pas de schéma directeur pour l'Adduction d'eau Potable, l'Assainissement Collectif et l'Assainissement Non Collectif et l'assainissement pluvial.

Les principes généraux de gestion des eaux pluviales actuelles semblent être repris dans les documents du projet de PLU : éviter l'imperméabilisation, conserver les vallons à ciel ouvert, compenser avec des bassins, infiltrer, aménager une trame verte et bleue.

Compétences gestion des déchets :

Le règlement communautaire de collecte des déchets adopté le 17 juin 2016 doit être annexé au PLU.

Vu l'exposé qui précède,

Il est proposé de prendre la délibération suivante :

Vu, la loi n°2000-1208 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) en date du 13 décembre 2000 ;

Vu, la loi n°2003-590 relative à l'urbanisme et l'habitat (UH) en date du 02 juillet 2003 ;

Vu, la loi n°2010-788 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) en date du 12 juillet 2010 ;

Vu, la loi n°2013-61 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social en date du 18 janvier 2013 ;

Vu, la loi n°2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR) en date du 24 mars 2014 ;

Vu, la loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte en date du 17 août 2015 ;

Vu, le Code de l'urbanisme ;

Vu, l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, et lui conférant des compétences obligatoires en matière d'aménagement de l'espace, parmi lesquelles l'élaboration du schéma de cohérence territoriale modifié par arrêtés préfectoraux du 28 décembre 2002 et 22 décembre 2011 ;

Vu, les orientations générales d'aménagement inscrites au schéma de cohérence territoriale (SCOT) de l'Agglomération Sophia Antipolis approuvé le 05 mai 2008 ;

Vu, la délégation au Bureau communautaire pour rendre compte des avis et décisions se rapportant au SCOT en date du 14 avril 2014 ;

Vu, le Programme Local de l'Habitat adopté le 23 décembre 2011 et portant sur la période 2012- 2017, et prorogé de deux ans ;

Vu le Projet de Programme Local de l'Habitat arrêté le 17 décembre 2018 ;

Considérant le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune Le Rouret arrêté le 25 novembre 2018 ;

Considérant que ce projet d'élaboration est compatible avec les orientations générales d'aménagement inscrites au Schéma de Cohérence Territoriale de la CASA approuvé le 05 mai 2008 ;

Considérant que ce projet d'élaboration est compatible avec les orientations inscrites au Plan de Déplacements urbains de la CASA approuvé le 05 mai 2008 ;

Considérant que ce projet d'élaboration est compatible avec les orientations inscrites au Programme Local de l'Habitat sur la période 2020-2025, arrêté le 17 décembre 2018 ;

Il est proposé au Bureau Communautaire d'émettre un avis favorable sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune Le Rouret arrêté le 25 novembre 2018, sous réserve de la prise en compte des observations précédentes.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, EMET un avis favorable sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune Le Rouret arrêté le 25 novembre 2018, sous réserve de la prise en compte des observations précédentes.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 28 janvier 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 28/01/2019
Numéro : BC_2019_009
Nature : DE - Deliberations
Objet : Plan Local d'urbanisme de la commune du Rouret - Avis sur le projet arrêté
Matière : 3.4 - Limites territoriales

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 0GtTco0

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/02/2019
Identifiant : 006-240600585-20190128-BC_2019_009-DE

Acte reçu

Date : 28/01/2019
Numéro interne : BC_2019_009
Code nature : 1
Code matière 1 : 3
Code matière 2 : 4
Objet : Plan Local d'urbanisme de la commune du Rouret - Avis sur le projet arrêté
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190128-BC_2019_009-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N